



## La guerre économique de l'administration Bush contre l'Iran

Par [Peter Symonds](#)

Mondialisation.ca, 14 février 2007

[WSWS](#) 14 février 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Économie](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Alors que les Etats-Unis continuent à renforcer leur flotte dans le golfe Persique, l'administration Bush a déjà entrepris la guerre économique contre l'Iran dans le but de ruiner le pays. L'aspect le plus connu de cette campagne est la tentative par le Trésor américain et d'autres agences gouvernementales américaines de forcer les gouvernements, les principales banques, les entreprises pétrolières et d'autres secteurs économiques de l'Europe et de l'Asie de mettre fin à leurs investissements, leurs prêts et autres arrangements financiers avec Téhéran.

Les exigences des Etats-Unis vont beaucoup plus loin que les sanctions limitées imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU en décembre dernier en réponse au programme de développement nucléaire de l'Iran. Les Etats-Unis veulent frapper au cœur des rapports économiques que l'Iran a établi depuis au moins une dizaine d'années avec l'Europe et l'Asie. La campagne de l'administration Bush montre clairement que l'objectif principal de la confrontation avec Téhéran est le rétablissement de la domination américaine sur ce pays riche en pétrole et ce, aux dépens de ses rivaux. Les affirmations américaines selon lesquelles l'Iran fabrique des armes nucléaires et s'ingère dans l'Irak occupé par les Etats-Unis ne sont que des prétextes bien commodes.

Washington a déjà indiqué qu'il ferait pression pour durcir les sanctions lorsque le cas de l'Iran sera de nouveau étudié par le Conseil de sécurité de l'ONU le 21 février. Pendant ce temps, les responsables américains exploitent la menace d'une guerre imminente ainsi que les lois américaines, qui prévoient des sanctions légales contre les sociétés américaines ou étrangères qui investissent dans les réserves énergétiques iraniennes, dans le but de forcer les banques et des sociétés européennes à mettre fin à leurs relations avec l'Iran.

Vers la fin de janvier, les Etats-Unis ont concentré leur tir pour bloquer les tentatives iraniennes d'attirer le capital dont il a désespérément besoin pour améliorer et agrandir son infrastructure pétrolière et gazière. Un haut dirigeant d'une société européenne a dit au *Washington Post* qu'un responsable du département d'Etat américain l'avait carrément averti que l'Iran était « chaud et le deviendrait encore plus ». Un autre cadre a dit que « L'administration [américaine] met toute la pression dont elle est capable sur les sociétés étrangères et ne ménage pas ses efforts pour leur faire comprendre que ce serait une erreur que de continuer à faire des affaires avec [l'Iran]. »

Ce n'est pas une surprise de voir que les menaces et la brutalité de Washington suscitent le ressentiment dans les cercles patronaux et gouvernementaux d'Europe. Un consultant européen du secteur pétrolier a déclaré à *Associated Press* : « Toutes les sociétés

pétrolières vous diront qu'elles reçoivent régulièrement la visite d'ambassadeurs américains dans leur pays... Personne en Europe ne va laisser passer l'occasion de faire des affaires avec l'Iran simplement pour faire plaisir aux Américains. »

Le fait de cibler les sociétés pétrolières avait pour but de miner une rencontre qui s'est tenue début février à Vienne et qui était organisée par la société pétrolière nationale iranienne NIOC désireuse de proposer de nouveaux blocs de pétrole aux investisseurs étrangers. Malgré les menaces américaines, plus de 200 représentants d'au moins cinquante compagnies pétrolières internationales étaient présents. Juste une semaine auparavant, Shell le géant anglo-néerlandais de l'énergie avait passé outre les pressions américaines et signé un contrat de plusieurs milliards avec l'Iran pour développer un projet de gaz naturel liquéfié (LNG) dans le gisement de South Pars.

L'administration Bush n'a pas l'intention de laisser de tomber. Prenant la parole le 7 février à Munich, l'ambassadeur américain à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Gregory Shulte, a déclaré : « Je serai franc : du point de vue des Etats-Unis, le Conseil de sécurité a pris trop de temps et a fait trop peu. Les pays européens peuvent faire plus, et devraient faire plus. »

Shulte a spécifiquement pointé du doigt les prêts gouvernementaux visant à faciliter le commerce : « Pourquoi, par exemple, les pays européens utilisent-ils des crédits d'exportation pour subventionner les exportations vers l'Iran ? Pourquoi, par exemple, les gouvernements européens ne prennent-ils pas davantage de mesures pour décourager les investissements et les transactions financières ? » Selon les Etats-Unis, les gouvernements européens ont fourni à l'Iran 18 milliards dollars de garanties de prêts en 2005 : 6,2 milliards de dollars de l'Italie, 5,4 milliards de dollars de l'Allemagne, 1,4 milliard de dollars de la France et 1 milliard de dollars de l'Espagne et de l'Autriche. Les Etats-Unis font aussi pression sur les grandes banques internationales pour qu'elles coupent les liens avec l'Iran.

Le prêt de crédits commerciaux par les gouvernements est une pratique internationale très répandue. Cela n'est pas illégal et ne contrevient pas aux clauses des sanctions américaines contre l'Iran. La détermination de Washington à empêcher les relations économiques avec Téhéran vise autant ses rivaux que l'Iran lui-même. Au cours de la dernière décennie, l'Union européenne (UE) est devenue le plus important partenaire commercial de l'Iran en vendant des machines, de l'équipement industriel et d'autres produits en échange de réserves énergétiques. Les Etats-Unis en revanche ne font presque pas de commerce avec l'Iran, ayant pratiquement maintenu un blocus économique sur le pays depuis que le shah Reza Pahlavi, proche allié des Etats-Unis, a été évincé en 1979.

Les gouvernements et les entreprises de l'Europe ne sont pas les seuls à être visés. La Chine se voit menacée de représailles par les Etats-Unis à cause de ses accords commerciaux avec l'Iran. Le plus important producteur de pétrole offshore de l'Iran et de la Chine, CNOOC, a annoncé en décembre un accord préliminaire évalué à 16 milliards de dollars pour développer le gisement gazier offshore iranien de North Pars. Une commission du Congrès américain enquête déjà sur cet accord pour déterminer si des sanctions économiques ne pourraient être imposées à CNOOC en vertu de la Loi sur les sanctions contre l'Iran, récemment renouvelée.

L'Inde a été menacée par la même loi, qui fournit aux Etats-Unis le droit de sanctionner toute compagnie étrangère qui investirait plus de 40 millions de dollars dans le secteur de l'énergie en Iran. L'ambassadeur américain en Inde, David Mulford, a annoncé de manière

significative qu'il avait informé le ministre des Affaires étrangères de l'Inde, Pranab Mukherjee, de cette loi avant son voyage en Iran la semaine dernière. L'Inde participe à un important projet de pipeline gazier de 7 milliards de dollars, qui part d'Iran et traverse le Pakistan, projet auquel se sont opposés les Etats-Unis.

L'administration Bush a aussi fait pression sur la Russie pour qu'elle cesse la construction de l'usine nucléaire iranienne de Bushehr, qui est pratiquement achevée. Après l'achèvement du contrat de 1 milliard de dollars, la Russie pourrait obtenir d'autres importants contrats, car Téhéran prévoit de construire des réacteurs nucléaires additionnels. Washington a aussi sévèrement critiqué la vente d'armes russes à l'Iran, y compris son achat récent de systèmes de missiles anti-aériens sophistiqués.

### **Le prix du pétrole comme arme**

Le mois dernier, un commentaire dans le *Times* de Londres intitulé : « Une nouvelle stratégie américaine pour l'Iran émerge de Davos », a qualifié l'offensive économique de l'administration Bush de « mouvement de tenailles économiques consistant en une diplomatie financière d'un côté et en une politique énergétique de l'autre ».

La première moitié des tenailles vise à isoler l'Iran de la finance et du commerce internationaux. L'Iran est le quatrième producteur mondial de pétrole, mais il a désespérément besoin d'investissements pour moderniser et développer ses infrastructures. D'après cet article, la seconde moitié consiste à faire baisser volontairement les prix mondiaux du pétrole afin de miner les revenus iraniens provenant des exportations pétrolières. Le principal allié de l'administration Bush dans cette tentative de faire baisser les prix du pétrole est l'Arabie saoudite, qui considère l'Iran comme son plus grand rival régional et qui, en tant que producteur mondial le plus important, est en mesure d'augmenter sa production afin de maintenir les prix bas.

L'article du *Times* explique : « L'économie de l'Iran dépend entièrement des ventes du pétrole, qui comptent pour 90 pour cent des exportations et approximativement pour la même part du budget gouvernemental. Depuis juillet dernier, le prix du baril de pétrole a chuté de 78 dollars à un prix légèrement supérieur à 50 dollars, réduisant d'un tiers les revenus du gouvernement. Si le prix du pétrole baissait pour atteindre un montant compris entre 35 dollars et 40 dollars, l'Iran se trouverait en déficit, et étant donné que l'accès au marché de prêts étrangers est bloqué par les sanctions de l'ONU, la capacité du gouvernement de continuer à financer ses mandataires étrangers s'épuiserait rapidement. L'Iran a réagi à cette menace en demandant à l'OPEC de stabiliser les prix, mais en pratique, un seul pays a suffisamment d'influence pour le faire et c'est l'Arabie saoudite.

« Au début du mois, dans une déclaration très significative, Ali al-Naimi, le ministre saoudien du Pétrole, s'est publiquement opposé à l'appel iranien pour une réduction de la production dans le but de freiner la chute des prix. Le discours de M. Naimi était présenté comme une question technique sans rapport avec la politique, mais il semble confirmer les avertissements privés du roi Abdullah que son pays allait tout tenter pour contrecarrer l'hégémonie iranienne partout dans la région, que ce soit au moyen d'une intervention militaire ou par l'intervention plus subtile de moyens économiques. »

Les coûts de production iraniens de 15 à 18 dollars le baril étant beaucoup plus élevés que les 2 à 3 dollars le baril de l'Arabie saoudite, la baisse du prix du baril touche donc beaucoup plus Téhéran que Riyad. L'Arabie saoudite a bien entendu, nié que son refus de réduire la

production et d'augmenter les prix du pétrole était d'ordre politique. Le *Times*, cependant, n'est pas le seul à spéculer sur une stratégie délibérée des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite visant à miner l'économie iranienne.

Commentant la chute des prix du pétrole, le *New York Times* notait le mois dernier que des motivations autres que purement commerciales « semblent avoir aussi été à l'œuvre, y compris le désir des Saoudiens de réprimer les ambitions de l'Iran dans la région. Quelle influence les Etats-Unis ont-ils exercée ? Cela reste une question qui demeure sans réponse. Le vice-président Dick Cheney a rencontré le roi Abdullah de l'Arabie saoudite à Riyad en novembre, mais son bureau refuse de dire si le pétrole a été un sujet de discussion. La Maison-Blanche soutient la politique énergétique de l'Arabie saoudite et le président Bush et son père sont proches du Prince Bandar bin Sultan, le ministre saoudien de la Sécurité nationale et ancien ambassadeur à Washington. »

Un conseiller saoudien à la sécurité, basé aux Etats-Unis, Nawaf Obaid, qui, comme Bandar bin Sultan, défend une politique saoudienne plus agressive pour bloquer l'influence iranienne, a ouvertement lancé l'idée dans un article du *Washington Post* de novembre d'utiliser le pétrole comme arme économique. « Si l'Arabie saoudite augmentait sa production et diminuait de moitié les prix du pétrole, le royaume pourrait encore financer ses dépenses courantes. Mais ce serait dévastateur pour l'Iran, qui fait face à des difficultés économiques même avec les prix élevés d'aujourd'hui », expliquait-il.

On ne sait pas dans quelle mesure un tel projet est actuellement mis en oeuvre. Mais ce qui est indéniable, c'est que l'administration Bush mène une offensive économique contre l'Iran dans le but de miner son économie et d'affaiblir le gouvernement tandis que les Etats-Unis préparent une agression militaire. Les objectifs plus larges de la stratégie économique et militaire sont les mêmes : établir la domination américaine sur l'Iran et ses réserves d'énergie, ce qui représente un élément de son plan d'hégémonie américaine sur tout le Moyen-Orient et l'Asie centrale.

*Article original en anglais paru le 12 février 2007.*

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Peter Symonds](#), [WSWS](#), 2007

---

Articles Par : [Peter Symonds](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)